

Introduction à la Macroéconomie
Séance 10

Multiplicateurs et Dépenses Publiques

Références :

Document 1 : A. Parienty, « A quoi sert la politique budgétaire ? », Alternatives Economiques Poche n°46, 2010

Document 2 : L'efficacité de la politique budgétaire et la querelle du multiplicateur, Alternatives Economiques Hors-série n° 097 - avril 2013

Document 3 : Burda Michael et Wyplosz Charles, (2003), *Macroéconomie, Une perspective européenne*, Bruxelles, De Boeck, coll. "Ouvertures, économiques prémisses, 3ème édition", p. 406-407

Document 4 : Insee, comptes nationaux (2005), Principales dépenses par administrations publiques en 2012

Document 5 : FMI, World economic outlook, Octobre 2010,

I – Définitions et concepts :

1. Définir la notion de multiplicateur keynésien.
2. En quoi le multiplicateur fait-il référence à une analyse en termes de circuit ?
3. A l'aide du document 4 et de vos connaissances, rappelez les différents sous-secteurs qui composent les administrations publiques (APU)

Exercice 1 –

Soit une économie dans laquelle les pouvoirs publics décident de mettre en œuvre une politique de relance budgétaire pour améliorer la situation économique du pays. Pour cela ils dépensent 100 millions d'euros supplémentaire. On a au sein de l'économie une propension marginale à consommer de 0,8. On peut donc déduire les évolutions suivantes :

Période	Variation de la demande ΔD	Variation du revenu ΔY	Variation de la consommation ΔC	Variation de l'épargne ΔS
1	+100	+ 100	80	20
2	+ 80			
3		64		
4				
5			32,768	

1. Remplissez l'ensemble du tableau. N'oubliez pas l'effet de la propension marginale à consommer.
2. Calculez la somme totale d'augmentation du PIB sur ces 5 périodes et comparez là à la dépense initiale.
3. A partir de vos calculs, justifiez l'expression de « multiplicateur » utilisée par les économistes pour parler de ce mécanisme économique.

Exercice 2

Une économie est décrite par les relations suivantes :

$$C = 0,8Y_d + 200 ; I = 100 ; G = 400 ; T = 700 ; X = 300 ;$$

$$M = 0,15Y + 100$$

$$\text{avec } Y_d = Y - T + TR$$

$$TR = 200 : \text{revenus de transfert}$$

1. Calculez le revenu national d'équilibre.
2. Calculez le niveau des grandeurs d'équilibres (C, Y_d , M, balance commerciale et solde budgétaire)
3. Quel serait l'effet sur le revenu national si les pouvoirs publics décident :
 - a) D'une augmentation de 100 des dépenses publiques ?
 - b) D'une baisse des impôts de 100 ?
 - c) D'une hausse de 100 des revenus de transferts ?
 - d) D'une hausse simultanée de 100 des dépenses publiques et de 100 des impôts ? Rappelez le Théorème d'Haavelmo.

(Vous calculerez les multiplicateurs relatifs aux quatre propositions)

4. Si le revenu de Plein Emploi YPE est $Y = 3500$, quelles politiques peut-on mettre en œuvre pour l'atteindre ? laquelle doit-on choisir ? Commentez.

II – Note de Synthèse

En vous aidant des questions précédentes, des documents et de vos connaissances personnelles, vous traiterez de manière structurée et argumentée le sujet suivant :

Politiques de relance keynésienne et Multiplicateur.

Document 1 –

L'idée que l'Etat peut stimuler l'activité économique en jouant sur la demande est ancienne. Les politiques de grands travaux ont par exemple été très utilisées lors de la crise de 1929, notamment aux Etats-Unis avec la Tennessee Valley Authority de Roosevelt. En effet, en commandant des travaux à des entreprises désœuvrées, l'Etat injecte du pouvoir d'achat dans l'économie et les entreprises sont amenées à recruter des salariés qui, à leur tour, dépenseront plus. [...] Cette demande supplémentaire des pouvoirs publics a donc un effet puissant sur la production, grâce au mécanisme du multiplicateur : les dépenses publiques engendrent des revenus pour les entreprises ou les ménages qui sont en grande partie dépensés; ces dépenses entraînent une nouvelle production, d'où une nouvelle distribution de revenus. [...] Cet enchaînement dépenses-production-revenus n'est évidemment pas sans limites. D'abord, tous les revenus nouveaux ne sont pas dépensés, ce qui fait que l'impact des dépenses publiques s'affaiblit peu à peu. La question cruciale est donc de savoir ce que vaut la propension marginale à consommer, c'est-à-dire quelle part d'un revenu supplémentaire les ménages vont dépenser.

A. Parienty, « A quoi sert la politique budgétaire ? », Alternatives Economiques Poche n°46, 2010

Document 2 :

L'Etat peut-il influencer le niveau d'activité en faisant varier les dépenses et les recettes publiques ? C'est l'enjeu du débat sur l'ampleur du multiplicateur budgétaire. Le principe de base du multiplicateur est qu'une dépense publique supplémentaire (ou une baisse d'impôt) provoque un surcroît de revenu, lequel est au moins partiellement dépensé, ce qui suscite une production supplémentaire et de nouveaux revenus. Par effets d'entraînement successifs, l'accroissement du revenu national engendré peut être plus important que la dépense initiale. On dit alors que le multiplicateur a une valeur supérieure à un. Mais le mécanisme peut fonctionner aussi en sens inverse. Une baisse de la dépense des administrations publiques - ou une augmentation d'impôt - ponctionne les revenus et freine l'activité.

A la suite de la Grande Dépression et des travaux de Keynes, et dans les décennies d'après-guerre, la politique budgétaire était considérée comme l'instrument majeur au service de la croissance [...]. La politique budgétaire a cependant été remise au second plan à partir des années 1980, du moins en Europe. Son efficacité est considérée comme limitée par un ensemble de contraintes. Certaines sont liées à ses effets secondaires, qui annulent en partie ses bénéfices : fuite par les importations dans des économies de plus en plus ouvertes, hausse du taux d'intérêt dès lors que le déficit public est financé sur les marchés... ; d'autres tiennent aux délais de mise en oeuvre de ces politiques, dont les effets se font dès lors souvent sentir à contretemps. D'autres encore, plus théoriques, relèvent de ce que les économistes appellent "l'équivalence ricardienne" : anticipant des hausses d'impôts futures, les agents réagiraient à un creusement du déficit par une augmentation de leur épargne [...]

Mais la dégradation de la conjoncture dans la zone euro a invalidé cette vision. Toutes les conditions sont au contraire réunies pour maximiser l'impact récessif des politiques budgétaires : la demande privée est extrêmement déprimée ; les taux d'intérêt, déjà proches de zéro, ne peuvent baisser davantage ; et l'austérité est pour ainsi dire "coordonnée". Comme l'explique l'OFCE, *"à l'effet restrictif national de l'ajustement s'ajoute celui des partenaires qui passe par le canal du commerce extérieur. La restriction budgétaire d'un pays se transmet ainsi aux autres pays"*.

Le Fonds monétaire international (FMI) le reconnaît explicitement : *"Les multiplicateurs utilisés dans les prévisions de croissance ont été systématiquement trop bas depuis le début de la grande récession."* Habituellement fixés à 0,5, ils seraient plutôt de l'ordre de 0,9 à 1,7.

L'impact restrictif des politiques d'austérité menées dans la zone euro est donc bien plus important que prévu.

Source : Alternatives Economiques Hors-série n° 097 - avril 2013

Document 3 –

Il est généralement accepté que l'impact des politiques actuelles sur le comportement contemporain du secteur privé dépend des anticipations des agents. Ainsi, la fonction de consommation relie la consommation contemporaine à la richesse et au revenu disponible courant. Cependant, la richesse, mesurée par la valeur actualisée du flux net de revenus futurs, n'est pas observable. Outre que les agents n'aiment pas en faire état, beaucoup de ses composantes, essentiellement liées au capital humain, n'ont pas de valeur marchande. Ce que l'on peut observer, c'est la liaison entre la consommation et le revenu disponible. Cette liaison considérant la richesse comme donnée, elle invalide la relation établie plus haut entre revenu disponible et consommation courante. En effet, la richesse dépend des anticipations des agents et peut donc se modifier rapidement. Ainsi, une réduction temporaire de la fiscalité affecte le revenu disponible courant, non la richesse. On n'en attend donc pas de grand impact sur la consommation. Par contre, la même réduction fiscale, si elle est perçue comme permanente, peut accroître considérablement la richesse et stimuler la consommation, rompant la relation observée antérieurement entre les deux variables.

La critique de Lucas établit que l'impact des politiques économiques s'apprécie mal au travers de l'expérience du passé. Les anticipations des agents privés, et donc leurs réactions, ne sont pas seulement, voire principalement, basées sur les mesures de politique économique. Elles dépendent de quelque chose de plus profond, de la perception qu'ont les agents des règles de conduite du gouvernement, ce que l'on appelle le régime de politique économique. Lorsque les agents privés et les marchés financiers s'attendent à un changement de régime, ils sont susceptibles d'adopter des comportements très différents de ceux que suggère le passé.

L'une des implications de cette critique est que les pouvoirs publics prennent moins de risques s'ils procèdent par petites étapes. Plus généralement, le risque de déclencher des modifications complexes du système économique constitue un argument supplémentaire à l'encontre de l'intervention active des pouvoirs publics dans la vie économique. Il contribue également à expliquer la prudence accrue dont font désormais preuve les gouvernements. En tout état de cause, les politiques économiques doivent joindre aux mesures contemporaines des engagements contraignants pour l'avenir..

On sait que le multiplicateur transforme une variation exogène de la demande en une variation de la production. Les opposants des politiques budgétaires actives affirment qu'une action budgétaire sur la demande peut rendre ce multiplicateur négatif. Ce pourrait être le cas, notamment, lorsqu'un accroissement permanent des dépenses publiques est perçu comme une réduction de la richesse privée. En effet, la contrainte budgétaire de l'Etat exige que ces dépenses accrues trouvent leur contrepartie, en valeur actualisée, dans des recettes fiscales plus élevées. Même si l'équivalence ricardienne ne se vérifie pas totalement, un accroissement des dépenses publiques constitue inéluctablement une ponction sur la richesse privée. Si, en conséquence, la dépense privée diminue davantage que ne s'est accrue la demande publique, le risque de récession est réel. A l'inverse, une politique budgétaire qui se veut restrictive peut s'avérer expansionniste si les citoyens, convaincus qu'un jour ou l'autre l'Etat ne sera plus en mesure d'honorer ses engagements, avaient d'avance réduit leurs dépenses. Pour paradoxal qu'il paraisse, ce raisonnement s'appuie sur des expériences de stabilisation menées au cours des années 1980. En Allemagne, au Danemark et en Irlande, des resserrements budgétaires ont donné lieu à de fortes croissances économiques.

Quand un gouvernement annonce un changement de politique, les agents privés réagissent souvent avec suspicion. La raison n'en est pas nécessairement que les gouvernements sont, par définition, non fiables, mais que l'on sait que les hommes politiques suivent de très près les variations de court terme

de leurs perspectives électorales. Très souvent, la mise en œuvre d'une politique crédible appelle de constants et gentils rappels, à l'intention du grand public, mais aussi des décideurs politiques eux-mêmes, de ce qui a été promis ou attendu dans le passé. C'est pour cette raison qu'au milieu des années 1980, le gouvernement britannique a introduit le concept de stratégie financière à moyen terme (SFMT). Chaque année, le gouvernement annonce ses intentions en matière de politique budgétaire pour les trois années à venir. Bien que ces déclarations soient dénuées de tout caractère contraignant, leur nature publique rend coûteux le fait de ne pas les respecter, dans la mesure où les hommes politiques n'aiment, ni perdre la face, ni devoir s'excuser de s'être écartés de ce qu'ils ont annoncé.

Burda Michael et Wyplosz Charles, (2003), *Macroéconomie, Une perspective européenne*, Bruxelles, De Boeck, coll. "Ouvertures, économiques prémisses, 3ème édition", p. 406-407

Document 4 -

Dépense publique 13.3

Principales dépenses par administrations publiques en 2012

	Adm. publiques centrales (y c. État)		État		Adm. publiques locales		Adm. de sécurité sociale		Adm. Publiques ¹	
	en Mds d'euros	2012/11 en %	en Mds d'euros	2012/11 en %	en Mds d'euros	2012/11 en %	en Mds d'euros	2012/11 en %	en Mds d'euros	2012/11 en %
Consommations intermédiaires ²	36,7	4,9	25,3	7,4	51,3	3,9	26,1	3,2	114,0	4,1
Rémunérations des salariés	134,7	1,3	117,5	1,0	72,3	3,1	60,7	1,9	267,7	1,9
Intérêts ²	44,0	-2,6	44,1	-2,5	3,3	-3,8	5,3	13,2	52,1	-1,0
Prestations sociales ³	87,2	3,7	66,5	3,8	23,5	3,2	418,0	3,5	528,7	3,5
Formation brute de capital fixe	9,7	-3,9	4,9	-2,3	45,4	3,5	8,6	-1,3	63,7	1,7
Ensemble des dépenses¹	453,1	1,8	421,2	1,6	242,5	3,1	549,0	3,2	1 151,3	2,9

1. Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés si bien que la somme des dépenses (ou des recettes) des secteurs est supérieure à celle des APU dans leur ensemble.

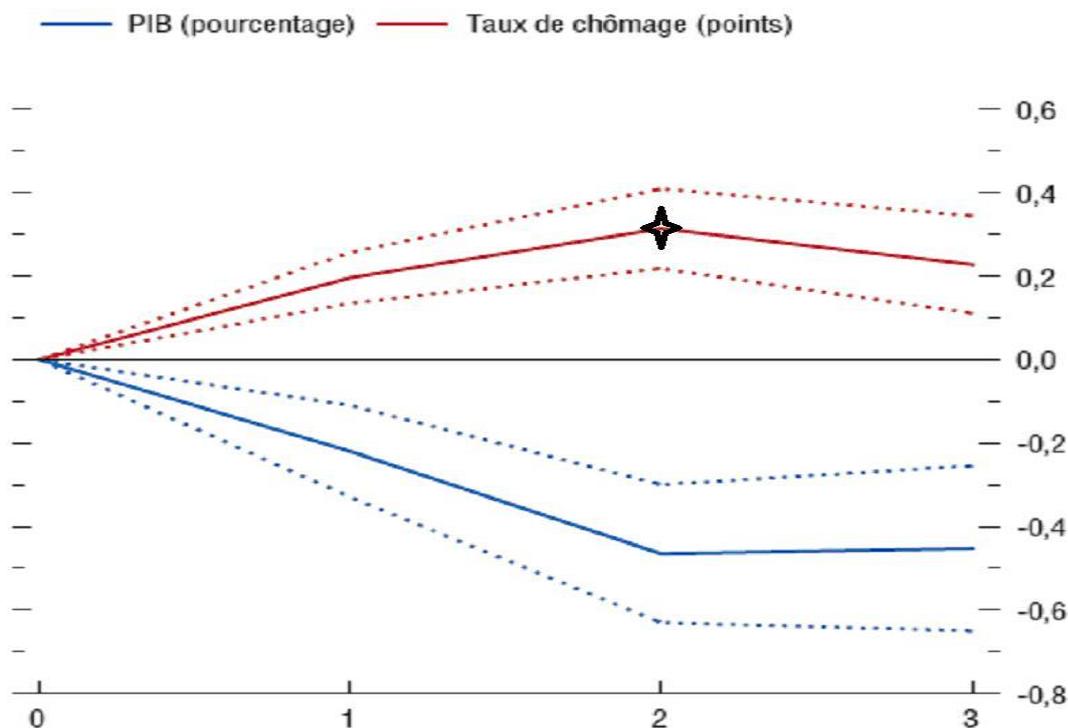
2. Hors correction au titre des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) sur les intérêts versés.

3. En espèces ou en nature.

Source : Insee, *comptes nationaux - base 2005*.

Document 5 –

Le Fonds monétaire international a construit un modèle tenant compte des expériences observées dans les principaux pays au cours des dernières décennies dans le but de savoir si une réduction du déficit budgétaire – impliquant donc une diminution des dépenses publiques – avait plutôt des effets positifs sur la croissance, en rétablissant la confiance dans la situation de l'Etat, ou des effets négatifs, par le jeu du multiplicateur. Le graphique suivant résume les conclusions de l'étude.



FMI, World economic outlook, Octobre 2010